



Monsieur Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés

Luxembourg, le 6 octobre 2017

Monsieur le Président,

Par la présente, nous avons l'honneur de vous informer que conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, nous aimerions poser une question parlementaire à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire concernant la règle des 52 semaines sur 104 en matière du droit social.

Le sort d'une jeune personne souffrant d'un cancer du système lymphatique est particulièrement difficile au regard des règles d'incapacité de travail et de reclassement. Une chimiothérapie pendant 6 mois, couplée à des perfusions quasi-permanentes, fut par la suite suivie d'une thrombose veineuse, entravant d'autant plus et plus longtemps les capacités de travail de la personne concernée.

De surcroît, dix mois après le début de l'arrêt-maladie, la procédure du reclassement fut déclenchée. Déjà proche de la limite des 52 semaines au moment du déclenchement de la procédure, la décision de reclassement interne serait tombée en dehors des 52 semaines de congé maladie, si la personne concernée n'avait pas interrompue son congé-maladie en prenant du congé ordinaire. Sans cette interruption du congé-maladie, la décision de reclassement serait intervenue à un moment où le contrat de travail aurait été résilié par l'effet de la loi rendant le reclassement impossible.

Si la personne concernée a pu éviter la résiliation d'office de son contrat de travail, elle frôle toujours la limite des 52 semaines sur 104. Autrement dit, la personne concernée risque de perdre son emploi et son droit à l'indemnité pécuniaire de maladie, si elle tombait de nouveau malade des suites de sa maladie actuelle.

Nous notons que Messieurs les Ministres avaient en juillet 2015 promis une solution pour octobre 2015, tout en se rétractant par la suite de leurs dires. Plus récemment, Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale a de nouveau annoncé vouloir déposer un projet de loi d'ici la fin de l'année 2017.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils garantir qu'un texte de loi sera déposé à la Chambre des Députés avant la fin de l'année et entrera en vigueur avant la fin de la présente période législative ?
- Comment un reclassement externe en cas d'impossibilité de procéder à un reclassement interne, pourrait-il s'opérer en l'occurrence ?
- Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il faille mieux encadrer et informer les personnes devant faire face à des maladies graves ?

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations distinguées.



Octavie Modert
Députée



Françoise Hetto-Gaasch
Députée



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier suivi par Maria Mathieu
Service des séances plénières et
secrétariat général
Tél : 466.966.221
Fax : 466.966.210
e-mail : mmathieu@chd.lu

Monsieur Fernand Etgen
Ministre aux Relations avec le Parlement
Luxembourg

Luxembourg, le 6 octobre 2017

Objet : Question parlementaire n° 3340 du 06.10.2017 de Madame la Députée Françoise
Hetto-Gaasch et de Madame la Députée Octavie Modert

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous communiquer par la présente la question parlementaire sous objet.

Je vous prie de bien vouloir me faire parvenir la réponse du Gouvernement dans le délai d'un
mois afin que je puisse la faire publier avec la question au compte rendu.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

Mars Di Bartolomeo
Président de la Chambre des Députés



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Sécurité sociale

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Entrée le :

07 NOV. 2017

Dossier suivi par : Karin Manderscheid

Tél. (+352) 247-86352

Monsieur le Ministre
aux Relations avec le Parlement
Service Central de la Législation
43, Boulevard Royal
L-2450 LUXEMBOURG

Luxembourg, le 7 novembre 2017

Référence : 820xb5df8

Objet : Réponse à la question parlementaire n° 3340 de Mesdames les députées Octavie Modert et Françoise Hetto-Gaasch datée du 6 octobre 2017

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe la réponse conjointe du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire et du soussigné à la question parlementaire spécifiée sous rubrique.

Je vous saurais gré de bien vouloir la transmettre à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération très distinguée.

Romain SCHNEIDER
Ministre de la Sécurité sociale

Annexe(s) : Réponse à la question parlementaire n° 3340 de Mesdames les députées Octavie Modert et Françoise Hetto-Gaasch datée du 6 octobre 2017





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Sécurité sociale



Référence :804xca5ed

**Réponse conjointe du Ministre de la Sécurité sociale et du Ministre du Travail,
de l'Emploi et de l'Economie sociale et solidaire à la question parlementaire
n°3340 de Mesdames les députées Octavie Modert et Françoise Hetto-Gaasch
datée du 6 octobre 2017**

Messieurs les Ministres peuvent-ils garantir qu'un texte de loi sera déposé à la Chambre des Députés avant la fin de l'année et entrera en vigueur avant la fin de la présente période législative ?

L'accord entre le Gouvernement et la CGFP, l'OGBL et le LCGB stipule que « *le Gouvernement présentera des propositions [...] pour régler le problème [du maintien du contrat de travail en cas de maladie prolongée avec perspectives de réintégration sur l'ancien poste de travail] (...) au cours du premier semestre 2015.* »

Lors de la réunion en mars 2015 du Comité permanent du travail et de l'emploi, le Ministre de la Sécurité sociale a présenté une première base de discussion en vue d'assurer le maintien du contrat de travail pour un assuré en état d'incapacité de travail au-delà de la 52e semaine de maladie sur les 104 dernières semaines, s'il est susceptible de reprendre son ancien poste de travail dans un délai prévisible.

La proposition a de même été discutée à la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale de la Chambre des Députés. Parmi les membres de la Commission il y avait un consensus sur le principe d'une suspension du contrat de travail pendant la période d'incapacité dans le but de permettre une réinsertion du salarié sur son dernier poste de travail après guérison en ayant recours à l'invalidité temporaire.

Par la suite le sujet a été mis à l'ordre du jour du groupe de travail tripartite protection sociale qui, après un échange de vues a soulevé une solution alternative qui consiste à prévoir une prolongation exceptionnelle et temporaire de l'indemnité pécuniaire de maladie au-delà de la limite de 52 semaines sur avis du Contrôle médical de la sécurité sociale et en accord avec l'employeur.

Les partenaires sociaux ont convenu de poursuivre les discussions relatives à cette proposition au niveau du Comité directeur - tripartite - de la Caisse nationale de santé. Cette approche a été validée lors de la réunion tripartite entre le Gouvernement et les partenaires sociaux en avril



2015. Sur initiative du Ministre de la Sécurité sociale, le sujet fut rediscuté au niveau Comité directeur en février 2017.

Actuellement, des pourparlers se poursuivent en vue d'arriver dans un délai rapproché à une solution acceptable pour toutes les parties prenantes. Au besoin, elle fera l'objet d'une adaptation des dispositions législatives.

Comment un reclassement externe en cas d'impossibilité de procéder à un reclassement interne, pourrait-il s'opérer en l'occurrence ?

Le reclassement professionnel s'adresse au salarié qui est incapable de réaliser les tâches résultant de son dernier poste de travail pour des raisons de santé, d'infirmité ou d'usure, sans pour autant bénéficier du régime d'invalidité. Deux cas de figures sont possibles.

Le reclassement professionnel interne a pour but de faciliter la réinsertion professionnelle du salarié au sein de l'entreprise après une période d'incapacité de travail. Le salarié peut être reclassé à un autre poste ou à un autre régime de travail. Lorsque le reclassement professionnel interne s'avère impossible, le salarié est orienté vers le reclassement professionnel externe. Le reclassement professionnel externe a pour but la réinsertion professionnelle du salarié sur le marché de travail. Il bénéficiera alors de mesures spéciales destinées à faciliter celle-ci.

Sur initiative du Ministre de la Sécurité sociale, et sur base de la réforme du Contrôle médical de la sécurité sociale de 2015, la prise en charge de la part du Contrôle médical a été accélérée de manière à éviter au maximum la limite des 52 semaines, permettant dès lors le reclassement interne. Dans ce contexte, une solution relative à la limite de la 52^e semaine serait utile.

Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il faille mieux encadrer et informer les personnes devant faire face à des maladies graves ?

Le Gouvernement ne peut que soutenir la proposition de mieux encadrer et informer les personnes devant faire face à des maladies graves. A ce sujet, le Ministre de la sécurité sociale a présenté lors de la réunion du comité quadripartite du 18 octobre 2017 un plan d'action concernant les pathologies lourdes et chroniques. Ainsi, il est projeté de lancer un plan d'action "affections de longue durée" ayant pour objectif de centrer les dispositifs existants sur les besoins que rencontrent les patients atteints d'affections de longue durée. Par ailleurs, un premier projet pilote est prévu dans le contexte du diabète en vue d'une prise en charge plus holistique.